



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

| Nombre de Membres | | |
|-----------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Affiliés au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 62 |

Objet de la délibération:
Prévention de la délinquance - Quartiers d'été - Subvention aux associations

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 14/6/2014

Par délibération n°2006.042 en date du 29 juin 2006, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a reconnu d'intérêt communautaire dans la compétence Politique de la Ville : les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale, les dispositifs locaux d'intérêt communautaire de prévention de la délinquance, les dispositifs de soutien à des projets thématiques intéressant tout ou partie des communes de l'agglomération,

Par délibération n°2008-118 en date du 17 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a approuvé la création du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) afin de mettre en place une politique à l'échelle de l'intercommunalité en lien avec les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). Selon la loi du 5 mars 2007, relative à la prévention de la délinquance, le CISPD est le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et de la prévention de la délinquance. Il favorise l'échange d'informations entre les institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publique. Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévus dans le cadre des dispositifs de la Politique de la Ville.

Les acteurs locaux de la sécurité et de la prévention (élus, polices municipales, services jeunesse, parquet, police nationale, gendarmerie, services sociaux, etc.) réunis dans les instances du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance, reconnaissent qu'une politique de sécurité et de prévention s'articule autour d'actions de prévention primaire (actions sociales, actions Jeunesse, médiation sociale), de prévention éducative (TiG, réparation, sanction pénales, rappels à l'ordre) et de prévention situationnelle (services de police).

En 2011 et 2012 et 2013, les partenaires ont approuvé l'action de prévention sociale « Quartiers d'été » dans les sites pilotes de Draguignan (Rue de Trans, Saint Hermentaire, Les Souleies, les Collettes, le Cadran solaire). Des avis favorables ont été donnés en CISPD et en comité départemental de prévention de la délinquance. Le financement était assuré, entre autres, par la CAD au titre de la prévention et par l'Etat au titre du dispositif Ville Vie Vacances (VVV).

L'action consiste à proposer, en lien et en complément du service Jeunesse de la ville, des animations éducatives et ludiques (ateliers d'art, atelier vidéo, activités sportives) dans la rue en accès libre pour les jeunes de 6 à 17 ans. L'encadrement est assuré par plusieurs animateurs travaillant en étroite collaboration avec le service jeunesse de la ville et l'équipe de médiation sociale intercommunale. L'action se déroule du lundi au vendredi en juillet.

Les objectifs de l'action sont :

- canaliser les jeunes autour d'activités ludiques,
- faire connaître les activités associatives proposées sur le territoire,
- éviter les regroupements causant des incivilités (dégradations, nuisances sonores),
- passer des messages de prévention (consommation de produits,
- favoriser l'inscription des jeunes dans des activités associatives,

Sur l'été 2012, 280 personnes ont été touchées par l'action et 339 en 2013.

En 2013, l'action a été menée en partenariat avec l'équipe de médiation sociale intercommunale afin de mobiliser plus d'adolescents qu'en 2012. Sur les 339 personnes touchées, on note 24% d'adolescents 11-18 ans (15% en 2012), 53% de filles (45% en 2012).

En 2013, la CAD a apporté une participation de 5 000 € soit 16% du coût du projet.

Pour 2014, le centre social et culturel de Draguignan pilotera, en partenariat étroit avec la ludothèque et Trait Libre, l'ensemble de l'action. Les sites proposés sont : Saint Hermentaire, Les Souleies, les Collettes, le Cadran solaire à Draguignan, la plupart, quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. L'accès à ces activités sera libre et ouvert à tous les habitants de la Dracénie. La programmation sera diffusée aux services Jeunesse municipaux. L'action sera articulée, comme en 2013, avec l'équipe de médiation sociale intercommunale et les services Jeunesse concernés.

A travers une méthode d'animation de rue, les jeunes participeront au recueil ludique de

témoignages autour d'une question centrale « Qu'est-ce qui me rend heureux ? ». L'association Trait Libre proposera des ateliers d'art plastique sur ce thème (peinture grand format, création d'objets) et la ludothèque proposera aux jeunes de créer des jeux ou d'utiliser des jeux existants en lien avec la thématique. L'enseignement tiré des bilans 2012 et 2013 incite à proposer des activités spécifiques pour les adolescents 11-17 ans. Ils bénéficieront de 3 semaines d'activité à Draguignan du lundi au vendredi de 15h à 19h avec deux sorties par semaine, 1 semaine de séjour. Les sorties et séjour seront organisés par les jeunes sur des thématiques citoyennes et civiques.

Le plan de financement 2014 est présenté par le centre social et culturel de Draguignan, sous forme de deux actions ciblant deux publics différents : les adolescents et « tous publics »,

| Budget 2014 | Objectifs | Etat VVV Ado validé par le préfet le 6/2/2014 | CAD Préventio n | Autres subventions de fonctionnement Etat, Région, Département, CAF | Total |
|--|-----------------------------|---|-----------------------|--|----------|
| Quartier d'été Enfants 6-11 ans et tous publics | 300 personnes | - | 5 000 € | 4 655 € | 9 655 € |
| Séjour Adolescents 12-17 ans | 30 adolescents 12-17 ans | 4 600 € | - | 18 525 € | 23 125 € |
| Total | 330 | 4 600 € | 5 000 € | 23 180 € | 32 780 € |
| | | 14% | 15% | 71% | 100% |

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

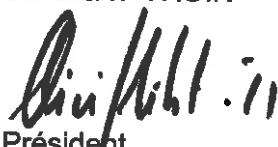
- attribuer une subvention de cinq mille euros (5 000 €) au centre social et culturel situé 296, boulevard Marcel Pagnol à Draguignan,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération,

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2014, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 61 voix pour et 1 abstention (RUDNIK Thierry) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN


Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.